

Le pacte européen de compétitivité est inacceptable

Il y a des alternatives !

Nous lutterons pour les affirmer.

1. Ces 10 & 11 mars une centaine de représentant-es de syndicats nationaux ou européens, d'ONG et de réseaux sociaux, provenant de 15 pays de l'UE (tant de l'Est que de l'Ouest), se sont réunis pour la première « **Conférence Sociale de Printemps** ». Cette conférence vise à rassembler largement syndicats et mouvements sociaux altermondialistes, écologistes, de défense des droits humains et de lutte contre la pauvreté, chaque année avant le Sommet de Printemps de l'Union européenne, pour affirmer les priorités pour une Europe plus sociale, plus écologique et plus démocratique. L'Europe doit honorer tous ses engagements en matière de droits fondamentaux. (L'esprit et les objectifs de ce processus sont rappelés au verso - voir aussi www.jointsocialconference.eu) Une déclaration finale (« L'Europe que nous voulons ») complétée d'un **programme d'actions** sera publiée pour être débattue dans nos organisations et dans l'espace public.
2. L'ensemble de ces organisations rejette catégoriquement les orientations du « pacte de compétitivité » négocié de façon totalement anti-démocratique ; ce type de gouvernance économique constituerait une véritable **déclaration de guerre aux peuples d'Europe, aux travailleurs, aux pensionnés, aux services publics et à leurs usagers**, et en fin de compte à tout ce qui fait la valeur du modèle social européen.

Cette crise n'est pas un simple accident : elle confirme l'impasse que constitue un modèle de développement basé sur la croissance à n'importe quel prix, la consommation à outrance, et l'exploitation effrénée de la nature et des travailleurs. Ce ne sont pas les travailleurs qui ont causé la crise, et c'est eux qui en ont été jusqu'ici les victimes. Ca suffit ! La situation budgétaire critique des pays de l'UE doit être rencontrée autrement :

- a. Par une fiscalité juste, qui, à l'inverse de la tendance actuelle, pèse davantage sur les gros revenus et sur les revenus financiers que sur les travailleurs (retour à des taux progressifs, taxe européenne sur les transactions financières, suppression des paradis fiscaux, instauration d'un minimum européen sur l'impôt des sociétés)
 - b. Par un audit des dettes publiques des pays de l'UE : nous n'acceptons pas de condamner l'avenir d'une ou plusieurs générations de citoyens à cause d'une dette qui est largement celle des spéculateurs et du système financier.
3. Le « pacte » de MM Barroso et Van Rompuy exercerait une énorme pression à la baisse sur les **salaires** :
 - a. En empêchant qu'ils suivent régulièrement le coût de la vie
 - b. En démantelant la négociation collective par des clauses d'opting out
 - c. En augmentant encore la flexibilité, la précarité et le chômage

Ceci alors que

- les salaires (notamment dans les services publics et dans les pays de l'Europe centrale et orientale) ont déjà connu des baisses très importantes dans plusieurs pays. Dans beaucoup de pays, le nombre de travailleurs pauvres a augmenté rapidement.
- Les entreprises réalisent de nouveau des profits très importants, et paient de moins en moins d'impôts

- Nous savons que la crise de 2008 résulte dans une large mesure d'un partage des richesses défavorable aux salaires, et d'une accumulation excessive de profit

Notre alternative : une économie respectueuse de la planète, tournée vers le plein emploi, par un meilleur partage des richesses et des emplois, où tous les travailleurs puissent compter sur des salaires décents, négociés collectivement. Les salaires horaires doivent augmenter en fonction des prix et de la productivité. De tels salaires sont la base de la sécurité d'existence individuelle, mais aussi de tous les systèmes de protection sociale et de services publics.

4 Ce « pacte » diminuerait le montant réel des **pensions** (par des baisses de taux, par le relèvement de l'âge, par des coupes dans les régimes publics de pension). Pour leur retraite, les travailleurs seraient renvoyés soit à la misère, soit (pour les mieux payés) au casino coûteux des pensions privées par capitalisation.

Des pensions légales par répartition à un niveau suffisant sont finançables, sans relèvement de l'âge de la retraite.

*

Face à cette déclaration de guerre contre les droits fondamentaux, gouvernements, parlementaires et mouvements sociaux doivent se positionner clairement.

Tous les mouvements et organisations présents à la conférence sociale approuvent pleinement le programme de la semaine d'actions annoncée ce jour par la CES, et l'euro-manif convoquée à Budapest ce 9 avril. Au-delà, il s'agit aujourd'hui de construire un réseau de solidarité et des mobilisations européennes massives et pérennes permettant de bâtir les rapports de forces nécessaires contre cette offensive sans précédent sur les droits des peuples et des travailleurs.

Dans les semaines qui viennent, et tout au long de 2011, ils se mobiliseront à tous les niveaux (local, national, européen et globaux - G8 & G20). Ils soutiendront aussi les luttes contre les privatisations, et la défense des biens communs, comme par exemple la mobilisation pour reconquérir le contrôle public sur l'eau en Italie (notamment la marche du 26 mars à Rome).

Le Parlement européen aura à un rôle important à jouer. Dans chaque pays, nos organisations mettront leurs eurodéputés nationaux sous surveillance : les citoyens, les travailleurs et les allocataires sociaux doivent savoir qui sont leurs adversaires et qui sont leurs alliés.

Conférence Sociale de Printemps 2011

Bruxelles le 11 mars

Annexe : le processus de la Conférence Sociale conjointe (syndicats / mouvements)

Syndicats et de mouvements sociaux ont voulu se donner les moyens de définir progressivement et de faire entendre un agenda social pour l'UE : des priorités partagées, et des stratégies coordonnées de mobilisations nationales et européennes. Nous croyons que le changement profond dans la société et l'ampleur des difficultés justifient le rassemblement de diverses composantes du mouvement social et syndical. Nous sommes inscrits de plusieurs façons dans un mouvement social large, au plan européen et mondial : la JSC est née au Forum Social Européen, elle est soutenue par la Confédération Européenne des Syndicats, et travaille en réseau avec plusieurs autres réseaux thématiques.

Nous voulons une Europe plus sociale, plus écologique et plus démocratique à l'intérieur, reposant sur la coopération et la solidarité entre les personnes et entre les peuples, et engagée à l'extérieur pour un monde plus juste, basé sur la coopération entre pays et entre régions, et non sur la compétition. Pour cela, considérant la gravité de la situation, nous voulons prendre le temps d'approfondir notre **unité d'analyse**, et de renforcer notre **unité dans l'action**. Nous sommes pro-Europe, au sens où nous croyons qu'une meilleure intégration économique et sociale est possible au niveau européen, et qu'elle est nécessaire :

- pour construire un espace politique démocratique capable de s'opposer à la mondialisation financière
- pour consolider un espace de démocratie et de libertés civiles, contre la montée des nationalismes, de l'autoritarisme et de la xénophobie

Si l'on veut reconstruire l'adhésion à l'idéal européen des peuples qui ressentent amèrement les conséquences d'un libéralisme débridé, ce n'est pas avec de la propagande, c'est avec une UE qui améliore concrètement la démocratie, le bien-être, l'égalité et la sécurité d'existence de tous les citoyens.

Nous constatons que, face à des pouvoirs politiques très bien articulés, notre action politique et sociale a trop souvent souffert d'approches « étanches » entre les 2 niveaux de pouvoir (européen et national) : il n'y a presque jamais de problèmes importants dont la solution soit uniquement nationale, ni uniquement européenne. Un point central de notre approche est donc que pour toutes les enjeux nous voulons une approche d'emblée « bi-level », tant pour l'analyse que pour la mobilisation.

Nous voulons, en lien permanent avec la CES, le FSE, et avec la meilleure coopération possible avec d'autres initiatives, contribuer à la construction d'un **mouvement social européen** fort :

- syndicats et mouvements sociaux **ensemble**, construisant de nouvelles alliances acceptant la diversité, valorisant la coopération, et à la recherche d'alternatives
- avec un **enracinement national fort**, et une coordination européenne autour d'objectifs partagés
- qui se donne le temps et les moyens, pour passer des analyses partagées à la capacité **d'agir** ensemble et de peser sur les politiques économiques : c'est pourquoi la partie I (« L'Europe que nous voulons ») est complétée par une partie II (« Priorités d'action pour 2011 »)

Nous organiserons une « conférence sociale de printemps » chaque année avant le « Spring Summit » de l'UE pour :

- Partager les analyses pour dégager une compréhension convergente de la situation, entre les différentes parties de l'Europe et les différentes composantes du mouvement social.
- Formuler et approfondir une vision commune du progrès social, et la faire entendre

Définir les meilleures stratégies et coordonner les actions pour atteindre les objectifs prioritaires à définir, en fonction de notre vision commune sur l'Europe de demain, mais aussi de l'actualité politique, et en particulier de l'agenda du « Spring Summit » de l'UE.

A cette première Conférence Sociale de Printemps étaient représentés :

Syndicats : CGIL - It ; Cartel Alfa - Ro ; CGT - Fr ; CSDR - Ro ; FO - Fr ; FGtB - Be ; FSU - Fr ; CSC - Be ; CISL - It ; CIG Galicia - Sp ; CGTP-In - Po ; Fagforbundet - No ; ELA - pays Basque ; ESK - pays basque ; BNS - Ro ; MSZOSZ - Hu ; MOSZ - Hu ; Solidaires - Fr

Confédérations internationales : CES ; CSI, EPSU

Mouvements : Attac (Fr Be All) ; Transnational Institute ; European Anti Poverty Network ; Réseau Justice Fiscale ; Transform (Autriche ; Rep Tchèque ; Pologne) ; CADTM ; réseau Seattle to Brussels ; Caritas Europe ; Association européenne des Droits de l'Homme ; LDH France ; Forum Italiano dei Movimenti per l'Acqua ; Nordic Welfare Campaign ; MAIS - It ; Romanian Social Forum ; Les économistes atterrés ; Conf of kurdish associations Europe ; CEO - Corporate Europe Observatory ; Global Social Justice ; euromarches ; Global Alliance for Immediate Alteration - NL ; Degrowth